



Women and Sustainable Development in Africa

Dar es Salaam Declaration, 10 March 2018

A call for action

Concluding the International Forum on "Women and Sustainable Development in Africa", held from 8 to 10 March 2018, in Dar es Salaam, Tanzania, which was organised by the **Network of African Science Academies (NASAC)**, we, the participants, make the following declaration and call for action to enhance the role of women in sustainable development in Africa:

Observing:

- Africa's assets in the form of natural resources, human capital, agricultural production, and progress in primary and secondary education,
- the rapid demographic and varying economic growth on the African continent,
- the persistence of political instability in some regions,
- the risks associated with climate change,
- the increase in the number of young people that can be an asset but also a source of instability,
- the persistence of gender inequalities in various areas,
- that poverty and inequality will remain in the absence of good governance,

Considering that:

- the African scientific community must play its part in the development of expertise to implement economic growth,
- equality of rights between men and women implies free access to a comprehensive education about sexuality, to health care, to employment and to economic and financial resources, and to political and economic responsibilities,
- the role of women in social and economic life is paramount, therefore their involvement in the process of economic, social and environmental development of nations is obvious and necessary,
- a strong demographic growth in sub-Saharan Africa raises concerns among the states of how to avoid mass unemployment of the upcoming generation,
- despite numerous initiatives, violence and discrimination against women persists.

Call on policy makers and international institutions to:

- provide better access to water and energy resources to alleviate the burden on women,
- foster efforts of appropriate education for all, especially girls, in pre-primary, primary, secondary and technical schools, universities and research centres as well as in vocational training and life-long learning,
- include gender, sexual and reproductive health education at appropriate ages in school curricula and in public information programmes,
- improve the training and employability of young people,
- improve the training of teachers at all levels,
- develop access to quality services for family planning,
- put in place, especially in rural areas, innovative credit systems to ensure financial empowerment of women,
- take all necessary measures to strengthen local initiatives already in existence and implement all measures to allow women to participate in economic, social and environmental development, improve their legal status and encourage their participation in democratic, egalitarian and inclusive policy development, and
- put in place mechanisms for establishing and supporting good governance.



2018 © Irene Ogenbo



Femmes et Développement Durables en Afrique

Déclaration Dar es Salaam, 10 Mars 2018

Un appel à l'action

A l'issue du Forum international «Femmes et développement durable en Afrique» organisé du 8 au 10 Mars 2018 à Dar es Salaam (Tanzanie) par **Le Réseau des académies scientifiques africaines (NASAC)**, les participantes et les participants ont tenu à présenter la déclaration suivante, et appel à action pour renforcer le rôle des femmes pour le développement durable en Afrique:

Constatant

- les atouts dont dispose l'Afrique en termes de ressources naturelles, de capital humaine, de production agricole et de progrès dans la formation scolaire et universitaire,
- la forte croissance démographique et des croissances économiques variables du continent africain,
- la persistance de foyers d'instabilité politique dans certaines régions,
- les risques liés aux changements climatiques,
- l'augmentation du nombre de jeunes, ce qui peut être un atout mais aussi une source d'instabilité,
- la persistance d'inégalités de genre dans différentes zones,
- que la pauvreté et les inégalités vont se maintenir en l'absence de bonne gouvernance.

Considérant que:

- la communauté scientifique des pays africains doit s'engager dans l'élaboration d'expertise pour que se réalise la croissance économique,
- l'égalité des droits entre les femmes et les hommes implique un libre accès à l'éducation complète de la sexualité, aux soins médicaux, à l'emploi et aux ressources économiques et financières, et aux responsabilités politiques et économiques.
- le rôle des femmes dans la vie sociale et économique étant primordial, leur implication dans le processus de développement économique social et environnemental des Nations est une évidence et une nécessité,
- la forte croissance démographique en Afrique subsaharienne exige une réflexion des États pour éviter un chômage de masse des générations montantes,
- malgré de nombreuses initiatives, la violence et la discrimination envers les femmes persistent.

Appellent les responsables politiques et les institutions internationales à:

- améliorer l'accès à l'eau et aux ressources énergétiques pour soulager la charge qui pèse sur les femmes,
- généraliser les efforts de scolarisation pour tous, en particulier pour les filles, à l'école maternelle, au primaire, au secondaire, dans les écoles techniques et dans les formations universitaires et les centres de recherches, de même que dans l'apprentissage et la formation permanente tout au long de la vie,
- inscrire le genre, l'éducation sexuelle et la santé de la reproduction aux âges appropriés dans les programmes scolaires et dans les programmes d'information du public,
- améliorer la formation et l'employabilité des jeunes,
- améliorer la formation des enseignants à tous les niveaux,
- développer l'accès à des services de qualité en planification familiale,
- de mettre en place, particulièrement dans les zones rurales, des systèmes de crédit innovants pour garantir l'autonomisation financière des femmes,
- prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer les initiatives locales déjà existantes permettant l'insertion des femmes dans le développement économique, social et environnemental, améliorer leur statut légal, et inciter leur participation à une vie politique démocratique, paritaire, et ouverte à toutes et à tous,
- mettre en place des mécanismes pour établir et soutenir une bonne gouvernance.

